

Directeur de la publication : Paul-Marie Coûteaux
Secrétaires de rédaction : Huguette Livernault, Luc-André Marsac

ÉDITORIAL

Lettre ouverte à MM. Copé, Fillon, et autres dignitaires de l'UMP.

Messieurs les Présidents,

Le marasme politique, financier, économique, social, dans lequel est plongé notre pays, l'inquiétude et souvent le désarroi d'un nombre croissant de Français sont tels que s'impose peu à peu aux esprits l'idée de substituer aux clivages et aux rigidités politiques une union nationale large propre à soutenir un gouvernement de salut public. Certains songent à rapprocher la droite et la gauche parlementaires, formule à mon sens irréaliste. Aujourd'hui même M. Dupont-Aignan en appelle à une union plus large encore, incluant aussi bien le Front national que le Front de Gauche - formule non moins irréaliste, attendu que des personnalités de gauche, outre qu'elles nous paraissent de toutes façons disqualifiées par leur sectarisme, sont paralysées par des pesanteurs idéologiques d'un autre âge ; l'objet de cette lettre est d'explorer avec vous la seule voie qui puisse conduire à un authentique Gouvernement de salut public, qui est à notre avis l'union des droites.

Créé voici un an pour réunir des gaullistes égarés, des souverainistes dispersés et des partisans d'un authentique rassemblement pour la République, le parti que je préside, le SIEL (Souveraineté, Indépendance et Libertés), entend mettre en œuvre un large regroupement de l'opposition. Dès sa création, le SIEL a appelé à une union trans-partisane, estimant déraisonnable d'en exclure les partisans de Marine le Pen depuis que celle-ci a entrepris de rénover le Front National ; il en a soutenu la candidature au premier tour de l'élection présidentielle et a ouvert, au second tour, l'hypothèse d'un vote en faveur de M. Sarkozy, au nom d'un « Tout sauf Hollande » qui nous paraît plus actuel que jamais.

Il semble désormais qu'une telle démarche se trouve comprise et partagée par un nombre croissant de Français, notamment ce qu'il est convenu d'appeler « l'électorat de droite », singulièrement dans sa composante qui cultive depuis toujours les valeurs du patriotisme et de l'indépendance de la Nation. Déjà, plusieurs anciens membres du RPR (dont je suis moi-même), de DLR, du MPF, mais aussi des militants ou responsables de l'UMP nous ont rejoints, soucieux de faire valoir, dans la perspective des prochaines

SOMMAIRE

EDITORIAL	1
<i>Lettre ouverte à MM. Copé, Fillon et autres dignitaires de l'UMP</i> par Paul-Marie Coûteaux	
Un forum des Patriotes réussi	3
DERNIERES NOUVELLES DES CABRIS	6
LA PAROLE A ...	9
Louise Buchmann <i>Printemps arabe de Strasbourg</i>	
LA CHRONIQUE DE ...	
Gilles Lebreton <i>La cour européenne des droits de l'Homme et le « mariage homosexuel »</i>	
Cédric Milhat <i>Moyen-Orient, Syrie, Libye, Mali, Venezuela,</i>	
NOTE DE LECTURE	10
<i>L'éloge du populisme (Vincent Coussedièr) par Maurice Livernault</i>	
AGENDA	11

municipales, une large alliance des droites. Nous estimons que, si l'actuelle opposition a perdu la majorité dans la plupart des instances publiques, nationales ou locales, c'est que, face à des gauches dispersées mais capables de s'allier, c'est d'abord parce qu'elle s'obstine à perpétuer des divisions que les circonstances devraient dépasser.

Il est notable que les manifestations publiques qu'a organisées le SIEL au cours des derniers mois (un colloque à l'Assemblée nationale sur le thème des Libertés, suivi d'un forum de deux journées organisé à Dourdan sur le thème de « l'Union des Droites ») a permis la rencontre, dans une atmosphère générale d'entente et de concorde, de plusieurs membres des différents partis cités ci-dessus, du Front National et de l'UMP - dont plusieurs élus issus de votre parti, notamment en région parisienne. Il n'est pas moins notable que nous nous côtoyions depuis plusieurs mois lors des différentes « manifs pour tous », et nous avons défilé en tête des cortèges aux côtés de députés ou sénateurs UMP avec lesquels la conversation a toujours été aisée.

Il est également notable que, dans la perspective des prochaines municipales, des contacts locaux se multiplient et que l'on peut même envisager, ici et là, dans plusieurs villes, grandes, moyennes ou petites sur lesquelles notre attention est souvent appelée, des « listes d'union des droites » présentées dès le premier tour - ceci sans parler des fusions probables en vue d'assurer la victoire au second tour.

Notable, enfin, la multiplication de sondages montrant qu'une proportion croissante d'électeurs de nos différentes formations souhaitent des alliances de second tour, les uns et les autres observant que, face à une gauche hégémonique dans les médias ou les institutions culturelles autant qu'elle l'est dans les instances élues, plusieurs points de convergence existent entre nos partis : sur la question de l'immigration en particulier (lutte contre l'immigration clandestine et les droits qu'elle confère, protection des frontières, abolition des privilèges communautaristes), mais aussi sur la nécessité de réduire les déficits publics par la baisse des dépenses, la réforme administrative et territoriale, le redressement de l'Ecole, la défense de la famille, celle de la liberté d'expression dans les médias, universités et institutions culturelles... les convergences potentielles sont nombreuses et mériteraient d'être approfondies, en gardant toujours à l'esprit cette ardente obligation qui, selon nous, s'impose à tous les responsables politiques français : recouvrer notre souveraineté. En un mot, quoi que l'on pense des analyses récentes d'Emmanuel Todd tendant à montrer qu'en bien des points une certaine partie dite "droitière" de l'UMP", et le FN se retrouvent sur des "positionnements" communs (le FN étant même selon lui moins "droitier" que plusieurs éléments du parti que vous dirigez), nul ne peut contester la porosité croissante qui s'est installée entre des formations qui n'ont été séparées que par des artifices et opérations de propagande de la gauche, pour le plus grand profit de cette dernière, mais au détriment de notre pays et des intérêts de son peuple. Cet état de choses, il nous incombe de le prendre en compte collectivement.

Je vous demande solennellement de ne pas faire obstacle au mouvement unitaire qui s'esquisse dans le pays, et de ne pas écarter ceux des vôtres qui, d'ores et déjà, et non sans courage et lucidité, explorent ces voies nécessaires. S'il n'est pas question pour quiconque de renoncer à sa tradition politique ou à ses attachements partisans, ni de nier les divergences qui persistent entre nous sur tel ou tel point (elles nous paraissent de toutes façons moindres que celles de la "gauche plurielle"...), l'heure me semble venue de placer parmi nos hypothèses de travail la mise à l'étude d'un programme de gouvernement de salut public qu'il sera tôt ou tard urgent de proposer au pays face à la gravité des périls qui menacent son existence même, comme Etat, Nation et Civilisation.

Peut-être les dirigeants d'un grand parti jugent-ils superflue quelque alliance que ce soit, espérant que l'actuelle décrépitude de l'image du Chef de l'Etat dans l'opinion leur assurera un jour une majorité. Mais il me semble qu'aucune majorité faible ou relative, reposant sur un seul parti, ne permettra de mener quelque politique d'envergure que ce soit, le redressement national nécessitant désormais une légitimité populaire large et trempée - une majorité absolue est nécessaire, et si possible une majorité des deux tiers, à quoi l'actuelle opposition nationale peut parvenir si elle sait s'allier...

Comptant sur la fidélité aux idéaux du Rassemblement national qui anime notre tradition gaulliste, et sûr que notre pays ne se rétablit jamais que par ce que le général de Gaulle nommait "le Rassemblement des Français sur la France", je souhaite que vous n'entraviez pas l'avenir et que, par la hauteur de vue qu'imposent les circonstances, nous sachions ensemble lui donner toutes ses chances. Je vous prie de croire en l'expression de mes meilleures salutations.

Paul-Marie Coûteaux,
Président fondateur
Souveraineté, Indépendance Et libertés
(SIEL)



Un Forum des Patriotes réussi !

Pendant deux jours et demi de travaux fructueux - succession de brillants exposés ponctués d'échanges propice à d'intenses réflexions - destinés à les préparer à l'action politique sur le terrain, notamment pour les élections municipales de mars 2014, les participants au Forum des Patriotes, intitulé « Vers L'Union des Patriotes, pour enrayer la crise morale, politique et économique qui ruine la France », organisé par Souveraineté, Indépendance et Libertés (SIEL) les 12, 13 et 14 avril 2013 à Dourdan, ont pu jeter les bases et définir les orientations d'un programme commun des Patriotes en vue de la constitution d'un gouvernement de « Salut Public », chargé de restaurer la souveraineté de la France sous ses trois espèces.

La première après-midi a été consacrée à **la vie militante**, organisée en plusieurs ateliers portant essentiellement sur les relations avec les médias, la propagande, les adhésions, ainsi que sur la réglementation et la formation pour les élections à venir, qui a permis aux militants, adhérents et sympathisants du SIEL de s'informer et de se former, dans la perspective des échéances municipales. Les participants venus de toutes les régions de la France ont aussi pu faire connaissance dans une ambiance très amicale et nouer des relations prometteuses d'actions à venir.

Le samedi vit le premier temps fort du Forum consacré aux **divers aspects de la souveraineté, afin de jeter les bases et définir les orientations d'un programme commun des Patriotes** : la souveraineté de la Nation qui entrave toutes les aliénations institutionnelles ; la souveraineté de l'Etat qui s'oppose à toutes les féodalités intérieures ; la souveraineté culturelle qui sauvegarde les traits et l'héritage de la civilisation française.

Après une ouverture des travaux par **Karim Ouchikh**, le président fondateur du SIEL **Paul-Marie Coûteaux** présenta les orateurs, avant de modérer les débats.

Christian Combaz, écrivain de renom, fut particulièrement écouté et applaudi lorsqu'il dénonça, notamment, l'abandon de la transmission de la culture française par l'école.

Karim Ouchikh, avocat, président exécutif du SIEL et administrateur du RBM, délivra une adresse exhaustive sur la dépossession de la souveraineté nationale par les institutions judiciaires européennes.

Cédric Milhat, fonctionnaire territorial, membre du bureau du SIEL, chargé des études et délégué régional Picardie (Somme) a développé une puissante analyse de la reconquête, émaillée d'exemples concrets, souvent éclairée par des citations empruntées au sociologue Marcel Mauss.

Jacques Bompard, député (NI) de la 4ème circonscription du Vaucluse, maire d'Orange, président de La Ligue du Sud fit part de sa grande expérience d'élu local, et insista sur l'impérieuse nécessité de « réinvestir » l'espace public, afin que la France retrouve sa souveraineté à partir des territoires.

Gilles Lebreton, professeur des Universités, ancien doyen de la faculté des affaires internationales du Havre, vice-président du SIEL, ancrant ses développements sur « les trois droites » telles que définies par René Rémond dans une approche renouvelée de cette fameuse triade, qui fut discutée par plusieurs contradicteurs.

Le charismatique abbé **Guillaume de Tanouärn**, prêtre et philosophe, membre de *l'Institut du Bon-Pasteur*, directeur du Centre Saint-Paul et de la revue *Objections*, définit les traits de la civilisation française, et se fit l'avocat de la « préférence chrétienne » (que porte d'ailleurs le SIEL dans son programme). Véronique Hervouët, psychanalyste et essayiste, vice-présidente du SIEL, et Sarah Vajda, romancière et biographe, docteur en littérature de l'EHESS, qui vient tout récemment d'adhérer au SIEL, enrichirent savamment, chacune dans leur domaine, la réflexion de tous :

Véronique Hervouët, après avoir fustigé « les libéraux-libertaires de la génération soixante-huitarde, qui en arrivant au pouvoir se sont distingués de tous ceux qui les ont précédés en optant pour un *anti-conservatisme* comme principe de gouvernement », indiqua que « pour nous sortir de cette ornière, il est primordial de redéfinir ce que sont les *valeurs*, dont se réclame toute pensée politique ; les valeurs sont les critères d'évaluation du Bien et du Mal sur lesquels se fonde une société pour déterminer son orientation sociale, politique, culturelle, c'est-à-dire civilisationnelle. Elles en sont la boussole et les garde-fous. Elles participent de l'élaboration, du respect et de la transmission de *normes* qui ont pour mission d'assigner des *limites* au champ d'action des individus qui composent la société ». En optant pour des *valeurs*

comptables (outils de mesure des jouissances et de l'efficacité) et un relativisme culturel sans critère éthique, la génération soixante-huitarde a répudié le meilleur de ce que la culture chrétienne avait engendré, ces *valeurs de justice, d'égalité et de solidarité* qui donnent sens au concept d'*intérêt général*. Nous remarquerons que ces valeurs constitutives de notre société opposent des limites et donc un obstacle majeur à l'expansion totalitaire du mondialisme économique et financier. Faut-il s'étonner que ses oligarchies s'emploient si activement à faire disparaître les nations et la culture européennes ainsi que les valeurs chrétiennes qui les fondent ? Elle conclut par cette magnifique phrase d'Albert Camus prononcée en 1957, qui est plus que jamais d'actualité : « *Chaque génération, sans doute, se croit vouée à refaire le monde. La nôtre sait pourtant qu'elle ne le fera pas. Mais notre tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde se défasse* ».

Sarah Vajda, s'attacha, avec brio, à définir ce qu'est « être un clerc aujourd'hui », en nous adjurant « de devenir des noyaux assez durs pour que chacun de nous se fasse, bouclier, forteresse, de ce qu'il aime : la France, la littérature, le cinéma, la musique, la philosophie » : aujourd'hui seule la fabrication de l'individu, résistant aux pressions d'une civilisation marchande mondialisée, sera un frein et partant ce qui pourra détourner les groupes nations, états, cités de la voie où le capital les conduit, manifestement à tombeau ouvert... C'est là que l'artiste fait son entrée mais aussi, le médecin, sourd aux sirènes des laboratoires, le cuisinier, capable d'inventer des plats, le styliste, l'architecte, le professeur qui n'applique pas le programme quand il le juge indigne. Cas de conscience général, pas seulement « cas de conscience de l'officier » mais chacun où Dieu, le destin ou le hasard l'a placé... Alors, au-delà des innovations voulues par le marché, reviendra le temps de la qualité, le temps des découvertes, celui des bâtisseurs, des constructeurs, des civilisateurs.

L'esprit de Dourdan

Présentés par **Paul-Marie Coûteaux**, plusieurs intervenants firent part, le dimanche, de leur expérience d'élus et de cadres politiques, tout en dressant **des perspectives pour les prochains scrutins, petits cailloux sur le long chemin de la constitution d'un gouvernement de « Salut Public »**.

Christian Le Scornec, présenta un grand projet en préparation : *Notre Antenne*, chaîne de télévision libre et indépendante, dissidente et alternative, ré-informant face à la pensée unique, ayant le sens de l'intérêt général, qui donnera la parole à ceux qui aiment nos racines, notre patrie, nos identités, et déclina les conditions de sa concrétisation, puis de son succès.

Pierre Tranchat, ancien cadre du RPR, puis de l'UMP dans l'Isère, membre du Comité directeur du SIEL, expliqua ce qu'il attendait du SIEL, en termes d'engagement politique à la base et de déroulé programmatique.

Christian Vanneste, président du Rassemblement Pour la France (RPF), ancien député (UMP) du Nord, dans l'impossibilité de participer personnellement au Forum pour cause d'engagement contacté de longue date à Nice, se fit représenter par un de ses proches **Brice Blazy**, secrétaire départemental du RPF - Oise - qui lança un appel au rassemblement des patriotes et à la nécessaire refondation de la politique française, avant de décliner de nombreuses propositions « ayant une forme, un contenu et un but », concluant par un vibrant : « Chers amis Patriotes, unissons-nous ! Commençons d'abord par partager cette espérance : Voilà le message en forme de missile sur la lamentable caste politique de notre pays qu'il faut lancer aujourd'hui pour redonner l'envie à nos compatriotes de réinvestir l'espace citoyen qui leur a été spolié ».

Pierre Hervieux, membre du bureau du Rassemblement pour l'Indépendance de la France donna de nécessaires éclaircissements sur la situation du RIF à la veille du dixième anniversaire de sa création. Après une année marquée par de regrettables remous, la contestation multiforme du président Bournazel, la démission du secrétaire général, un concours d'invectives violentes, la réunion, le 23 mars de la convention, organe suprême du RIF s'annonçait décisive ; il s'est félicité qu'elle ait abouti à des décisions précises, propres à remettre le RIF sur de bons rails. Après que, à une large majorité, le quitus ait été refusé au Président Bournazel, la convention a pris acte de cette démission de fait et décidé de créer les conditions d'une meilleure mobilisation de nos membres en vue de la réunion, le 5 octobre, d'une convention extraordinaire destinée à « remettre à plat » la nature et le rôle du RIF, notamment pour lui permettre de mieux jouer son rôle de liaison entre les souverainistes de tous les horizons, et d'en faire un instrument d'influence, de réflexion et de programmation des actions à mener pour recouvrer les instruments de la souveraineté nationale, bien d'avantage qu'un parti politique classique, ce qui n'est ni

dans ses moyens, ni même dans sa vocation. La convention a mandaté une direction collégiale et demandé à Paul-Marie Coûteaux d'assurer la présidence, en attendant la désignation d'une nouvelle direction.

Laure Brard, membre du bureau du SIEL et responsable pour le Poitou expliqua pourquoi, après avoir été cadre au sein de *Debout La République*, lassée par la logique d'enfermement de cette formation politique, elle a décidé d'adhérer et de militer au SIEL.

Patrick Jaehrling, professeur d'histoire, maire-adjoint (UMP) de Châtillon (Hauts de Seine), sous les ovations de la salle, dit avec force, conviction et non sans courage qu'il avait décidé, tout en demeurant à l'UMP, "de considérer toute candidature de patriotes avec intérêt".

Denis Seznec, petit-fils de Guillaume Seznec (il s'est battu avec succès pour la réhabilitation de son grand-père), fondateur et président de l'association *France-justice*, qui vient d'adhérer au SIEL, expliqua avec passion le sens de son combat.

Julien Rochedy, directeur du Front National de la Jeunesse, témoigna, en fin de matinée, avec un enthousiasme décoiffant de l'implication de la jeunesse française dans le combat pour la survie de la nation.

Réensemencer la France

Apportant aux débats une dimension doctrinale de haut niveau, plusieurs intellectuels, essayistes, écrivains et universitaires exposèrent les éléments indispensables de culture politique que tout militant devrait posséder et eurent avec les participants des échanges longs et fructueux animés par Paul-Marie Coûteaux.

Christian Vauge, responsable SIEL Paris et directeur des études, rappela la situation prévalant dans la capitale et lança un appel aux participants parisiens à s'investir et d'abord et surtout à être candidats aux prochaines élections municipales.

Xavier Lemoine, maire (UMP/PCD) de Montfermeil (Seine-Saint-Denis) et Président délégué du Parti Chrétien-Démocrate, merveilleux et exceptionnel homme politique, dont le nom et le visage sont pour nous ceux d'une avant-garde, affirma, sous les applaudissements, avec une foi qui fait son honneur, que la situation de notre pays était « gravissime » et qu'il était « nécessaire pour tous les patriotes de s'unir face à ces périls ».

Catherine Rouvier, docteur en droit, avocate et essayiste, vice-présidente du SIEL, avec son humour légendaire, fournit quelques outils sémantiques propres à déconcerter bien de nos adversaires - notamment dans le crucial combat que nous menons ces jours-ci contre le prétendu « mariage homosexuel ».

Philippe Martel, inspecteur de la Ville de Paris, ancien secrétaire national du RPR, chef de cabinet d'Alain Juppé au quai d'Orsay, puis à Matignon, expliqua les raisons de sa rupture avec ses premiers engagements après la création de l'UMP, qui marqua l'abandon des valeurs gaullistes, et n'hésita pas à narrer son parcours personnel, « du RPR au SIEL », dont il est un des animateurs depuis plusieurs mois.

Renaud Camus, enfin, immense écrivain, banni par la bien-pensance, président du Parti de l'In-nocence, expliqua, dans un magnifique discours aux accents prophétiques, pourquoi il ne cesse d'alerter ses compatriotes sur les menaces que font peser 'le grand remplacement' sur l'avenir du peuple français.

Dans son discours de clôture (dont nous reproduisons ci-dessous quelques extraits significatifs sur le site du SIEL www.siel-souverainete.fr), **Paul-Marie Coûteaux**, président fondateur du SIEL, tint à rendre hommage aux courageux membres de l'UMP, dont la présence laisse augurer, en dépit de la frilosité remarquée de ses parlementaires et des membres de son état-major, de possibles rapprochements locaux fondés sur la préservation du bien commun, de tous les citoyens.

Ces journées ont été marquées par une rencontre amicale avec la Présidente du Front National, le samedi en fin d'après-midi : **Marine Le Pen**, voulant encourager cette heureuse initiative du SIEL, a tenu à saluer, longuement et chaleureusement, chacun des participants.

La grande qualité des interventions, l'intérêt réel marqué par les participants, la vivacité et la profondeur des débats, sans oublier *l'affectio societatis* qui a marqué ce Forum des Patriotes, a prouvé - si besoin en était- le rôle essentiel qu'a acquis le SIEL au sein du Rassemblement Bleu Marine, grâce à la qualité de ses cadres, candidats, et militants réunis à Dourdan, pour réensemencer de la France dans les esprits et les combats.

UN REPORTAGE VIDEO SUR LE FORUM DES PATRIOTES SERA MIS EN LIGNE TRES PROCHAINEMENT SUR NOTRE SITE, AVANT LA PUBLICATION DES "ACTES DE DOURDAN"



DERNIERES NOUVELLES DES CABRIS

Zone euro : l'Allemagne désarme la France !

En refusant d'assumer, au-delà de ses "engagements MES", ses responsabilités au regard de la zone euro l'obligeant à des transferts vers les pays plus faibles et en imposant une politique déflationniste, l'Allemagne oblige la France à réduire drastiquement ses dépenses publiques, y compris à tailler maintenant dans le budget de sa défense. Cette politique, présentée comme destinée à sauver l'euro et à réduire les dettes publiques, ne sauvera pas une monnaie inadaptée à des économies structurellement divergentes, mais accélérera récession et montée du chômage. Au-delà de ses conséquences économiques désastreuses, elle va permettre à l'Allemagne d'imposer son hégémonie politique : ainsi, Berlin est - comme elle l'a toujours été - opposée à Paris, lorsque la France entend mener une politique étrangère et de défense indépendante lui conférant un rang mondial. L'alternative est simple : soit la France continue d'accepter d'être, au sein de l'UE, un énième *länder*, soit elle impose une autre politique monétaire à la BCE en l'obligeant à monétiser la dette pour financer les investissements des Etats, puis reprend sa souveraineté monétaire !

L'Allemagne de plus en plus contestée

Le ressentiment antiallemand monte dans les pays du Sud de l'Europe contraints à des politiques drastiques liées à la crise de l'euro. Parallèlement, 79% des Allemands (sondage publié par « Stern ») qualifient d'« injustes » les critiques contre leur pays. Dans les opinions publiques, autant que dans les faits, les politiques « européennes » sont de plus en plus « allemandes ».

La coopération inter-étatique plus efficace que l'UE

La Cour des comptes tire la sonnette d'alarme quant à "l'effort financier élevé" de la France qui finance 76% du budget européen (179,1 millions d'euros par an) de transport spatial via le programme Ariane. Le solde (57,1 million) est réparti entre les 19 autres États membres de l'Agence spatiale européenne (ESA). Or, les partenaires de la France sont de plus en plus réticents à payer. Pour la Cour des comptes, la France devrait « lancer des projets de coopération - en dehors du cadre de l'ESA ».

Les Cabris s'en prennent aux déposants

Le Kommissaire chargé de l'euro estime que toute restructuration bancaire pourrait prévoir la mise à contribution des créanciers et des épargnants non garantis dont les dépôts sont supérieurs à 100 000 euros. En cours de négociation au Conseil et au Parlement européen, la directive harmonisant les régimes nationaux de restructuration bancaire prévoit l'introduction d'instruments de renflouement interne (dont le "sauvetage financier de Chypre" est une anticipation) : "La directive bancaire prévoit que la responsabilité d'un investisseur et d'un déposant s'exercera dans le cas d'une restructuration bancaire", a affirmé Olli Rehn à la télévision finlandaise.

Le Primat de l'Église Chypriote conseille à Chypre de sortir de l'U.E.

Ce n'est pas parce que l'attention des médias est quelque peu retombée sur la situation à Chypre que celle-ci s'améliore. Bien au contraire, l'énormité de la crise financière, dans un pays où près de 70% de la population travaille dans le secteur financier, est en train de conduire l'île dans un chaos politique, économique et social. Le dimanche de Pâques catholique, le très respecté archevêque Chrysostomos II (« bouche d'or » en grec) a lancé un beau pavé dans la mare en déclarant que Chypre ferait mieux de "*sortir de l'Union européenne avant que cette dernière ne s'effondre*".

Cette déclaration est d'autant plus à prendre en considération que le primat de l'Église chypriote est, par ses fonctions religieuses, une personnalité particulièrement respectée dans l'île, et que son influence politique est réelle. L'Église orthodoxe de Chypre est l'un des plus importants propriétaires fonciers de l'île et Chrysostomos II a d'ailleurs annoncé qu'elle était prête à mettre sa fortune à la disposition de l'État en vue de faire sortir le pays de la crise. Les déclarations de l'archevêque de Chypre doivent être replacées dans le contexte d'une certaine solidarité des peuples orthodoxes, qui pourraient jouer un rôle croissant en matière géopolitique dans les années à venir. C'est la raison pour laquelle il ne faut pas exclure que la Russie fasse un

grand retour dans les pays orthodoxes des Balkans (Grèce, Bulgarie, Chypre, Serbie) à l'occasion de la désagrégation inéluctable de la zone euro et de l'UE au cours des années qui viennent.

Et maintenant, Bruxelles veut nous faire manger des insectes !

Le destin de l'entomophagie à la sauce européenne se joue à Bruxelles, où les Etats membres ont demandé à la Kommission de placer les insectes sous le coup du règlement « Nouveaux Aliments », puisque ce type de produits n'a pas été significativement consommé en Europe avant 1997, date de sa création. La direction santé et consommateurs prévoit de mener des études sur l'hygiène des élevages, l'éventuelle contamination aux pesticides, les substances allergènes, etc. Une fois le label obtenu, les entreprises pourront demander une autorisation pour vendre les insectes.



Quelques premières leçons de la crise chypriote

Il est possible de tirer les premières leçons de la crise chypriote, importante non pas du fait de la taille du pays qui ne représente que 0,2% du PIB de la zone Euro, mais des mesures prises et de leurs conséquences, qui ont ébranlé celle-ci dans ses profondeurs.

1) Cette crise a fait sauter le tabou d'une ponction sur les comptes bancaires. Même si les comptes de moins de 100.000 euros ne seront pas touchés (comme l'édicte le premier plan de sauvetage, approuvé par l'ensemble de l'Euro-groupe), l'idée que Chypre constituerait un cas exceptionnel est morte ! Klaas Knot, membre du Conseil de la BCE, a ainsi déclaré, le 29 mars, son accord de principe avec la déclaration très controversée du Président de l'Euro-groupe Jeroen Dijsselbloem. Or, cette nouvelle politique découle directement de la pression de Mme Merkel, qui a décidé, à l'occasion de la crise chypriote, d'indiquer clairement qu'il n'était pas question que « *le contribuable allemand continue d'être ponctionné* ». Cette position compréhensible porte en elle les germes de la fin de la zone euro : la mise à contribution des déposants est largement contre-productive et crée la panique, d'autant que si l'Allemagne ne veut plus payer pour que la zone euro fonctionne, cette dernière est condamnée à terme...

2) Cette crise se révèle non pas comme un épisode mineur dans un processus qui serait sous contrôle, mais comme un « *nouveau saut qualitatif* », comme le dit Paul de Grauwe, de la *London Business School*, dont on pourra voir les effets sur la Slovaquie lorsqu'elle demandera l'aide de la Troïka, et qui a déjà des conséquences sur les deux pays les plus menacés par la nouvelle doctrine Bruxello-Allemande : l'Espagne et l'Italie (où il faudra surveiller l'évolution du montant des dépôts bancaires).

3) Les contrôles sur les mouvements de capitaux fonctionnent et ont empêché la panique bancaire à Chypre lors de la réouverture des banques. Cependant, ces contrôles doivent être complets et ne s'improvisent pas, ce qui impose de donner des pouvoirs importants et discrétionnaires à la Banque Centrale - en en faisant un élément clef de la *sécurité économique du pays* qui doit donc repasser impérativement sous la tutelle de l'État.

4) Parmi les plus importantes mesures de sauvegarde prises par la Banque Centrale de Chypre, figurent le retour des contrôles de capitaux et l'établissement d'un strict contrôle des changes. Cela correspond autant à la réalité, qu'à une évolution spectaculaire de la doctrine des organisations internationales - au premier plan le FMI. **On a, sans façon, créé deux euros, l'un chypriote dont la fongibilité est limitée, et l'autre pour le reste de la zone Euro.** Les concepteurs de ce système ne se sont pas rendus compte qu'ils administraient ainsi la démonstration que rien ne serait plus facile que de quitter la zone euro. Tous les discours sur les aspects catastrophiques d'une telle sortie s'effondrent devant les faits : en réalité, une fois que l'on aurait accepté de renouer avec une forte répression financière, rien ne serait plus simple que de sortir de l'Euro.

Ainsi, en voulant à tout prix conserver Chypre dans la zone euro, a-t-on administré la démonstration la plus éclatante qu'une telle sortie était techniquement possible sans drame ni crise apocalyptique. Telle n'est pas la moindre des leçons de la crise chypriote.



Le printemps arabe de Strasbourg : Révolution régressive et grands magasins vides

Pendant que nous apprenions la vente du célèbre grand magasin *Printemps* par le groupe Pinault à des faiseurs d'argent qataris, il y a eu un autre événement lié à cette enseigne : le *Printemps* de Strasbourg a été entièrement rénové, dans son architecture et dans sa conception. Loin de nous l'idée de critiquer de manière automatique ce qui est nouveau ou innovant, au contraire. Cependant nous avons observé le déroulé des travaux et les débats à Strasbourg sur le sujet, qui nous ont inspiré quelques réflexions plus générales.

Comme souvent en France ces dernières années, les réactions à un événement sont trop tranchées, démesurées ou disproportionnées. Ainsi, il y eut des défenseurs féroces du magasin, le magnifiant dans son entièreté (beauté architecturale, admiration de l'hyper-luxe déployé à l'intérieur, etc.). De l'autre côté, un rejet total, aberration esthétique, prix prohibitifs, etc. En fait, ce manichéisme auquel nous sommes malheureusement habitués traduit la réalité qu'illustre cette affaire : il est désormais admis qu'entre le luxe inaccessible et la camelote asiatique, plus rien n'est possible. Pire : celui qui ne réussit pas à atteindre le pouvoir d'acheter du luxe doit en rêver et est dans l'acceptation d'être justement puni de devoir se vêtir, se meubler ou se ravitailler dans des enseignes écoulant du très bas de gamme, du « merde in China », qui le plus souvent est en outre beaucoup trop cher. Le vice du marketing pousse même à rendre enthousiaste à ce sujet. Car aujourd'hui, ce qui faisait encore partie intégrante de notre culture française ou même, disons, ouest-européenne, était aussi la culture citadine.

Aller voir les belles choses dans les beaux magasins où l'on trouve de tout, concept français, comme le *Printemps*, la Samaritaine ou les galeries Lafayette, n'en déplaît aux actuels identitaires ou quasi ascètes républicains, ça n'avait rien à voir avec le consumérisme. C'était pouvoir s'offrir à prix juste les inventions, les objets de belle facture conçus par notre industrie pour améliorer et embellir notre quotidien. C'est cela, aussi, notre civilisation ! Ceci n'existera bientôt plus. A cause d'*Ikea* et du Qatar ! Ils tuent notre idéal démocrate bien français, le concept de classe moyenne où le plus grand nombre accède à la qualité de vie, pour faire de nous un néo tiers-monde ! Entre l'hyper-luxe des centres-villes et la « jaille » de la périphérie, point de salut ! Se faire arnaquer en tant que pauvre ou que riche, pourvu que ce soit dans un délire d'achat compulsif et que le profit revienne à l'étranger.

Ou comment l'affaire du *Printemps* est une parabole annonçant l'hiver des Français...

* Membre du bureau du SIEL, déléguée régionale Alsace et Lorraine, responsable des Jeunes et du monde de l'entreprise



La Cour européenne des droits de l'Homme et le « mariage homosexuel »

La Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme, du 4 novembre 1950, n'a été ratifiée par la France qu'en 1974. Notre pays craignait, en effet, avec raison, que la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH), instituée par cette Convention, ne déborde de son rôle pour trancher les questions de société à la place du peuple. Jean Foyer raconte dans ses mémoires qu'il avait rédigé une note pour le général de Gaulle sur le risque de placer ainsi la France sous le contrôle des juges européens. Au Conseil des ministres suivant, le général s'adressa à lui en ces termes : "*J'ai lu votre note. Vous m'avez convaincu. La Convention ne sera pas ratifiée. La séance est levée*".

Aujourd'hui, les circonstances ont changé. On a pris conscience que la CEDH pouvait permettre à la France d'améliorer son droit national dans certains domaines, par exemple en matière de "*droit à un procès équitable*". De ce point de vue, il ne faut pas regretter d'avoir ratifié la Convention.

Ces dernières années, toutefois, la CEDH s'est départie de la réserve qu'elle observait prudemment vis-à-vis des questions de société. Elle a successivement provoqué la révolte de l'Italie puis celle du Royaume-Uni pour avoir tenté d'interdire des règles auxquelles ces deux pays sont attachés : la présence de crucifix dans les salles de classe pour le premier, la déchéance automatique du droit de vote des détenus pour le

second. Certes, elle a finalement battu en retraite devant l'ampleur de leurs réactions. Mais le spectre du "gouvernement des juges", jadis brandi par Jean Foyer, a reparu.

Or, le risque existe que la CEDH décide un jour d'obliger les Etats européens à légaliser le "mariage homosexuel". Dans cette hypothèse, le Parlement français ne pourrait plus abroger la loi qu'il s'apprête à voter. Certes, la CEDH refuse pour l'instant d'en arriver là (cf. CEDH 24. 6. 2010 Schalk et Kopf contre Autriche). Mais l'exemple voisin du droit au mariage des transsexuels incite à la prudence : d'abord repoussé par la CEDH, il est en effet imposé par elle depuis 2002 (CEDH 11. 7. 2002 Goodwin contre Royaume-Uni), ce qui a d'ailleurs contraint la France à modifier son droit national.

En définitive, quoi qu'on pense du "mariage homosexuel", il faut prendre conscience qu'il s'agit d'un problème anthropologique qui doit être souverainement résolu par la nation, et non par des juges européens.

** Professeur de droit public des Universités, doyen honoraire de Faculté, vice-président du SIEL, délégué régional Normandie*



LA CHRONIQUE DE ... CEDRIC MILHAT ()*

Moyen-Orient, Syrie, Lybie, Mali, Venezuela, Chine, Etats-Unis d'Amérique, Union européenne, ou les délices du monde multipolaire

La géopolitique est une science passionnante, à condition d'être plus qu'attentif aux incessants mouvements tectoniques des nations, des nationalités, des influences et des rapports de forces. Mais cette science peut s'avérer d'une effrayante complexité si l'on s'enterre la tête dans le sable ou si l'on y plaque des grilles idéologiques. Souvent, d'ailleurs, ces deux postures vont de pair. Toutefois, pour peu que l'on regarde le réel bien en face, les choses finissent par s'éclaircir, à la condition, naturellement, que les pré-requis théoriques soient assimilés. Or, le moins que l'on puisse dire, est que notre Diplomatie n'est pas caractérisée par le réalisme. Nous avons écrit, ici et ailleurs, combien la politique étrangère française est étrangement marquée du sceau d'une certaine incohérence, pour ne pas dire plus. Ainsi, notre intempestive intervention en Libye n'avait nullement anticipé les déséquilibres qui nous conduiraient à intervenir (utilement et ce fut bien le moins) au Mali, au risque d'embraser (inévitavelmente) l'ensemble de la région sahélo-saharienne. Aujourd'hui, entraînée dans l'infamale spirale idéologique de la guerre juste et des droits de l'homme pour tous, la France ne comprend rien aux ancestraux conflits internes en Syrie, tandis qu'elle s'écarte, dangereusement, d'un allié de poids comme la Russie, et semble jouer avec l'improbable feu nucléaire iranien.

Comme toujours, il convient, en bonne méthode d'appréhension des phénomènes géostratégiques, de chercher à qui profite cette situation. Aux Etats-Unis d'Amérique (et à la Turquie, cheval de Troie d'iceux, à la porte de l'Europe), bien sûr, lesquels tentent de s'assurer un monopole pétro-gazier que lui disputent avantageusement, la Russie, mais aussi, l'Iran, la Syrie, le Liban (aux prises avec Israël, dans un subtil arbitrage orchestré par Washington, après qu'on eût découvert des gisements off-shore dans la Méditerranée orientale), le Venezuela, mais aussi les monarchies pétro-arabes. L'enjeu est primordial dans la mesure où, d'une part, les Etats-Unis visent à prendre le « *leadership* » sur la Chine, notamment en contrôlant les sources d'approvisionnement énergétique de cette dernière (laquelle dépend en grande partie du Moyen-Orient), d'autre part, en empêchant que le pétrole, où qu'il soit, soit payé dans une autre devise que le dollar, hypothèse catastrophique qui ferait basculer le *Grand Sam* dans le gouffre déjà vertigineusement abyssal (environs 15 milliards de dollars !), de l'endettement.

Et la France, dans tout ça ? A la remorque, comme d'habitude, qui se fait consciencieusement dépecer par le Qatar (membre, comme « État associé », depuis le dernier Sommet, de l'Organisation internationale de la francophonie !) et qui persiste, diaboliquement, dans la funeste erreur de ne pas s'émanciper, à la fois de la tutelle US et des fausses « valeurs » procédurales européennes.

** Fonctionnaire territorial, membre du bureau du SIEL, chargé des études et délégué régional Picardie (Somme)*



NOTE DE LECTURE

Éloge du populisme
Vincent Coussedière
Voies Nouvelles
Elya Éditions

Bien que généralement appréhendé comme une doctrine élémentaire et viscérale, le populisme se révèle, à la lecture de cet ouvrage, multiforme et des plus complexe. Son apparition sur la scène politique, au sein de la plupart des pays membres de l'U.E., est le produit inévitable et attendu du fourvoiement et de la déliquescence de la démocratie représentative qui, à l'épreuve de la supranationalité, semble avoir épuisé toutes ses capacités de convaincre et de séduire. En effet, qu'elle se manifeste sous ses carapaces sociale libérale ou libérale-sociale, des franges importantes des populations concernées ne se reconnaissent plus en elle et lui retirent progressivement leur confiance.

L'auteur fait montre d'une connaissance approfondie des événements qui ont émaillé l'histoire française de 1945 à nos jours ; il décrit et analyse le processus qui a conduit des projets du redressement voulu par Charles de Gaulle et les membres du CNR à la libération à l'état de démantèlement et de décrépitude qui est désormais notre lot. Bien que ce mécanisme pervers et létal ait pris ses racines dès avant qu'il ne parvienne aux affaires, c'est à François Mitterrand que nous sommes essentiellement redevables de la situation actuelle, par son habile combinaison du gauchisme culturel, qui avait sournoisement creusé son sillon, et du passager engouement européiste, après qu'il n'eût osé avouer en 1983 son impossibilité à réaliser ses promesses électorales. Malheureusement ses successeurs ne remirent rien en cause, engagés eux aussi dans la fuite en avant de la soi-disante construction européenne, et les mirages sociétaux comme solutions de remplacement. Le populisme, concept de démocratie directe, se présente donc comme une possible alternance, et sous de multiples aspects, à l'échec consommé d'un système qui n'est plus désormais qu'un carcan générateur de misère, et qui prive les peuples de leur idiosyncrasie sans rien leur proposer qui puisse les atteindre et les exalter.

L'auteur discerne deux types de populisme : celui du peuple, qui lui est intrinsèque, et celui des démagogues. Selon lui, la première catégorie est un conservatisme sans parti, et ses adeptes sont toujours à la recherche du guide qui les mènera vers la rédemption. Nous divergeons sur son approche de la seconde, dans laquelle il range aussi bien Marine Le Pen que Jean-Luc Mélenchon, bonimenteur euro-atlantiste dont il nous semble que le rôle spécifique consiste à sortir définitivement de l'histoire le Parti Communiste Français, dont les ultimes représentants font encore quelquefois preuve de conscience nationale. En sur-intellectualisant son propos, il est à craindre que l'auteur ait négligé de s'attarder suffisamment sur la personnalité de Marine Le Pen, en laquelle, pour notre part, nous ne discernons aucune trace de démagogie. Croyant en sa mission salvatrice nous nous différencions de lui, qui risque en effet d'attendre le Messie encore bien longtemps.

Maurice Livernault



**A VOS
AGENDAS !**

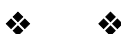
Apéritif militant avec Marine Le Pen, auquel la fédération S.I.E.L. des Yvelines est associée
Le **mercredi 15 mai à 18 heures** - 8, rue de la Porte de Buc - 78000 Versailles
Contact 06 47 53 70 44
(Proche de la gare de Versailles Chantiers)

◆
Réunion de présentation du **S.I.E.L** pour l'Ile-de-France au cours d'un dîner le jeudi **16 mai 2013**
à partir de **19 heures 30**
Contact : 06 47 53 70 44
Au café *Le France* 35 rue du commandant Mouchotte Paris 15^{ème} (Métro : Montparnasse)
◆

Manifestation à Paris consacrée « à la défense de la famille », organisée par « La Manif pour tous »
Le **dimanche 26 mai** (Point de convergence : soit les Invalides, soit le Champ-de-Mars)
◆

Radio Courtoisie (95,6 MH)
LIBRE JOURNAL de la Nuit de Paul-Marie COÛTEAUX

Chaque **mercredi** de 21h30 à 23h - **Rediffusion** : le **vendredi** de 21h30 à 23h



" Les articles publiés n'engagent la responsabilité que de leurs auteurs."



AIDEZ LE SIEL, LE SIEL AIDERA LA FRANCE

BULLETIN D'ADHESION

Souveraineté, Indépendance Et Libertés

S.I.E.L 51 Rue de Paradis - 75010 PARIS

Nom.....Prénom.....

N°..... Rue.....

Code Postal Ville.....

☎.....mobile.....

Courriel@.....

ADHESION - Les chèques sont à libeller à : Pierre Hervieux mandataire financier du S.I.E.L

- | | |
|--|---------------|
| <input type="checkbox"/> Lettre d'information mensuelle (11n°) | 13 € |
| <input type="checkbox"/> Adhésion simple : | 36 € |
| <input type="checkbox"/> Adhésion active : | 60 € |
| <input type="checkbox"/> Lycéen/Étudiant/Chômeur : | 15 € |
| <input type="checkbox"/> Membre bienfaiteur : | 100 € à 500 € |

(Indiquer la somme)

Chaque cotisation ou don ou soutien bénéficie d'une réduction fiscale de 66 % ce qui réduit le coût des deux tiers (2/3). Le reçu fiscal vous sera systématiquement envoyé sans que vous ayez à le solliciter.